

Unité Interdépartementale Jura Saône-et-Loire  
Antenne de Chalon-sur-Saône

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/01/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **BUGADA**

Lieux-dits "Sur Célieu" et "Fontaine Neuve"  
39300 VANNOZ

Référence : FF/MV/2022/C\_014

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/01/2022 dans l'établissement BUGADA implanté Lieux-dits "Sur Célieu" et "Fontaine Neuve" 39300 VANNOZ. L'inspection a été annoncée le 27/12/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection du site réalisée dans le cadre de la prise de connaissance de la carrière, un dossier de demande de prolongation ayant été déposé par l'exploitant en 2021.  
En effet, l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 17 juillet 2007 arrive à échéance en juillet 2022 (durée d'autorisation de 15 ans) et la quantité totale des matériaux à extraire autorisée n'a pas été réalisée.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BUGADA
- Lieux-dits "Sur Célieu" et "Fontaine Neuve" 39300 VANNOZ
- Code AIOT dans GUN : 0012600512
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : non concerné

Carrière à ciel ouvert de sables et graviers (hors d'eau) avec une installation de traitement et de lavage des matériaux.

Production autorisée de 35 000 t/an avec un maximum de 42 000 t/an.

L'inspection a porté sur les thématiques suivantes:

- condition d'exploitation de la carrière
- prévention de la pollution des eaux

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Niveau de production par phase quinquennale	Arrêté Préfectoral du 17/07/2007, article 16.4
Registre et plans	Arrêté Préfectoral du 17/07/2007, article 23
Prévention des pollutions (eau) - Obturateur automatique sur décanteur-déshuileur	Arrêté Préfectoral du 17/07/2007, article 25.4 (1er alinéa)

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Prévention des pollutions (eau) - Prélèvement annuel à la sortie du système décanteur-déshuileur	Arrêté Préfectoral du 17/07/2007, article 25.4 (3ème alinéa)
Prévention des pollutions (eau) – Stockage d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 17/07/2007, article 25.5 (2ème phrase)

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Niveau de production	Arrêté Préfectoral du 17/07/2007, article 4 (1er alinéa)
Niveau de production	Arrêté Préfectoral du 17/07/2007, article 4 (2ème alinéa)
arrêt d'extraction	Arrêté Préfectoral du 17/07/2007, article 8
Niveau de production	Arrêté Préfectoral du 17/07/2007, article 4 (3ème alinéa)
Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 17/07/2007, article 18.1
Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 17/07/2007, article 18.2
Prévention des pollutions (eau)	Arrêté Préfectoral du 17/07/2007, article 25.3 (1ère phrase)
Prévention des pollutions (eau)	Arrêté Préfectoral du 17/07/2007, article 25.4 (2ème alinéa)

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Carrière globalement bien tenue.

5 non conformités ont été constatées. Elle doivent faire l'objet d'actions correctives de la part de l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Niveau de production

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2007, article 4 (1er alinéa)
<b>Prescription contrôlée :</b> La quantité totale des matériaux autorisés à extraire est de 490 000 tonnes.
<b>Constats :</b> Selon le dossier de demande de prolongation déposé par l'exploitant en 2021, la quantité totale de matériaux extraits est de 394 048 tonnes, depuis le début d'exploitation de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Niveau de production

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2007, article 4 (2ème alinéa)
<b>Prescription contrôlée :</b> La quantité annuelle moyenne autorisée à extraire est de 35 000 tonnes.
<b>Constats :</b> La quantité annuelle moyenne de 35 000 tonnes par an a été respectée pour les années d'exploitation durant la dernière phase quinquennale (2016-2021).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : arrêt d'extraction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2007, article 8
<b>Prescription contrôlée :</b> L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée dans l'année qui précède la date d'échéance de l'autorisation pour permettre l'achèvement de la remise en état.
<b>Constats :</b> Absence d'exploitation le jour de l'inspection. Selon les données du dossier de prolongation déposé par l'exploitant en 2021, l'extraction des matériaux a été arrêtée en juillet 2021 sur la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Niveau de production**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2007, article 4 (3ème alinéa)
<b>Prescription contrôlée :</b> La production extraite pourra atteindre 42 000 tonnes/an pour satisfaire des besoins exceptionnels, tout en respectant la moyenne précitée de 35 000 tonnes/an calculée sur la durée de la période considérée (5 ans) telle que prévue à l'article 16 ci-après.
<b>Constats :</b> Les niveaux de production autorisés ont été respectés sur toute la durée d'autorisation depuis 2007.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Niveau de production**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2007, article 16.4
<b>Prescription contrôlée :</b> Les quantités de matériaux à extraire pour chaque période sont environ les suivantes : Phase 1 : 175 000 tonnes Phase 2 : 175 000 tonnes Phase 3 : 140 000 tonnes
<b>Constats :</b> NON CONFORMITÉ : la quantité de matériaux à extraire a été respectée pour les phases 1 et 2, mais pas pour la phase 3.
<b>Observations :</b> 174 792 tonnes extraits lors de la 3ème phase.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle : Conduite de l'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2007, article 18.1
<b>Prescription contrôlée :</b> La cote minimale du carreau principal concernant l'extension ne doit pas être inférieure à 584 mètres NGF.
<b>Constats :</b> Cote minimale de 584m NGF respectée selon les plans d'exploitation présentés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Conduite de l'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2007, article 18.2
<b>Prescription contrôlée :</b> Les fronts doivent être constitués de gradins d'au plus 15 mètres.
<b>Constats :</b> Hauteur des fronts respectée selon les plans présentés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Registre et plans**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2007, article 23
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,</li><li>- le bord de la fouille,</li><li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs (nivellement NGF) en particulier de l'aire des stockages et des banquettes découpant les fronts,</li><li>- les zones remises en état,</li><li>- la position des éléments de surface à protéger visés à l'article 18.5 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li></ul>
<b>Constats :</b> NON CONFORMITÉ : le plan présenté référencé n° 39.2021.005 daté du 23 février 2021 ne comprend pas les abords , dans un rayon de 50 m (notamment dans le secteur Sud de la carrière).
<b>Observations :</b> Veiller également à faire figurer sur ce plan, le forage de pompage des eaux souterraines, les différents bassins de décantation et le séparateur d'hydrocarbures.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions (eau)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2007, article 25.3 (1ère phrase)
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets d'eau de procédé à l'extérieur du site autorisé sont interdits ; ces eaux sont intégralement recyclées.
<b>Constats :</b> Les eaux de lavage sont intégralement recyclées.  Il n'a pas été constaté de rejet d'eau hors du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions (eau)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2007, article 25.4 (1er alinéa)
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures, telles que les eaux de ruissellement sur l'aire aménagée pour le ravitaillement des engins de chantiers, doivent transiter par un dispositif débourbeur séparateur d'hydrocarbures équipé d'un obturateur automatique.
<b>Constats :</b> Le site est équipé d'une aire aménagée pour le ravitaillement des engins de chantier, ces eaux étant ensuite dirigées vers un dispositif débourbeur séparateur d'hydrocarbures.  L'étanchéité visuelle de l'aire n'a pas été constatée, compte tenu de la neige sur une partie du site.  L'exploitant nous a indiqué que le séparateur était équipé d'un obturateur automatique, ce dispositif n'a pas été constaté par l'inspection.
<b>Observations :</b> DEMANDE DE COMPLÉMENTS : transmettre à l'inspection dans les meilleurs délais, un justificatif de l'équipement d'un obturateur automatique sur le dispositif débourbeur séparateur d'hydrocarbures.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions (eau)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2007, article 25.4 (2ème alinéa)
<b>Prescription contrôlée :</b> Les normes de rejet dans le milieu naturel sont : <ul style="list-style-type: none"><li>- pH compris entre 5.5 et 8.5</li><li>- température inférieure à 30° c</li><li>- MEST (matières en suspension totale) : &lt; 35 mg/l (norme NF T 90 105)</li><li>- Hydrocarbures : &lt; 10 mg/l (norme NF T 90 114)</li><li>- D.C.O. : &lt; 125 mg/l (norme NFE 90 101).</li></ul>
<b>Constats :</b> Absence de rejet au milieu naturel.  Les eaux pluviales, en sortie de débourbeur/séparateur d'hydrocarbures, sont dirigées vers le bassin de décantation situé en fond de carrière. Les eaux de ce bassin sont réutilisées pour le lavage des matériaux au niveau de l'installation (circuit fermé, absence de rejet).  Une mesure a été effectuée fin 2021 au niveau du bassin de décantation, les valeurs limites prescrites dans l'arrêté préfectoral d'autorisation sont respectées.
<b>Observations :</b> Compte tenu de l'absence de rejet au milieu naturel, la surveillance de la qualité des eaux souterraines sera prescrite dans le cadre d'un arrêté préfectoral complémentaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions (eau)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2007, article 25.4 (3ème alinéa)
<b>Prescription contrôlée :</b> Un prélèvement annuel à la sortie du système décanteur-déshuileur sera effectué et mis à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.
<b>Constats :</b> NON CONFORMITÉ : absence de prélèvement à la sortie du système décanteur-déshuileur.  A noter que ce dispositif est entretenu à fréquence annuelle par la SARP (curage et nettoyage du dispositif).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle :** Prévention des pollutions (eau)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2007, article 25.5 (2ème phrase)
<b>Prescription contrôlée :</b> Aucun stockage d'hydrocarbures ne doit être réalisé sur le site.
<b>Constats :</b> NON CONFORMITÉ : présence de quelques bidons d'hydrocarbures (contenance de 20 l) au sein d'un local de stockage. Ces bidons ne sont pas stockés sur un dispositif de rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites